

L'exil doré des profiteurs rwandais au Zaïre

La bourgeoisie aisée, proche de l'ancien régime, a pu sauver quelques biens et gagner Goma. Pour eux, loin des camps de réfugiés, les affaires continuent.

Goma, envoyée spéciale

Faustin traîne l'ennui d'une journée chaude, sur le perron d'une villa poussiéreuse. Il rajuste sa cravate, soupire: «150 dollars par mois, pour cette maison qui n'est pas jolie du tout». Et s'il faisait construire, ici, à Goma? Il imagine soudain un petit pavillon en bois, «quelque chose de simple à 2 000 dollars». L'enthousiasme le prend, il sort une machine à calculer. Puis soudain se souvient: «Je me languis ici. Le temps ne passe pas. On boit une bière, on regarde la télé. On se sent un peu parasite, en fait.» Négociant à Kigali, Faustin s'est réfugié à Goma, comme 1,5 million de Rwandais. Mais il fait partie de cette bourgeoisie aisée, plus ou moins proche de l'ex-gouvernement intérimaire, pour qui la fuite a d'autres couleurs que les camps. «Nous sommes plusieurs milliers dans ce cas. Nous essayons de nous retrouver dans les cafés du centre-ville pour garder une certaine stimulation intellectuelle. Mais comment travailler ici? Le fax coûte 35 dollars la page, le réseau de téléphone n'est pas digne d'un pays civilisé et je ne vous parle pas du télex. Le Zaïre manque d'ordre pour le business.»

Jean Colette, fonctionnaire, se souvient de sa vie, il y a six mois, à Kigali. «Je faisais partie du MRND (Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement. L'ancien parti unique du président Habyarimana, ndr). Sans être un homme politique, j'affichais mes convictions avec une certaine fierté.» Pour rendre des visites, il habille volontiers ses enfants de l'uniforme du parti, pagne aux couleurs du Président, chapeau siglé, petites trompettes à pompons rouges et verts. Lorsque les événements se précipitent, en avril dernier, il commence à mettre des barbelés autour de sa maison. Puis évacue sa famille. Lorsqu'un soir des soldats du Front patriotique rwandais (FPR) frappent à sa porte, il s'enfuit par la fenêtre et se dirige droit vers l'administration des douanes où il travaillait.

«Dans nos bureaux, nous avions tous un tiroir fermé à clé où nous mettions l'argent mal acquis. On l'obtenait lorsque quelqu'un nous demandait une facilité. J'avais au moins 100 000 francs rwandais.» Il trouve les portes fermées, court à la Minuar, encore en poste dans la capitale. «Heureusement, j'avais un petit magot sur moi, en dollars. Contre un peu d'argent, un soldat ghanéen a accepté de me cacher dans les toilettes.» Quelques semaines plus tard, il se réfugie dans un camion de la Croix-Rouge, déguisé en grand blessé pour quitter la capitale.

Une fois à Guitarama, Jean s'installe chez un ami. L'ami s'appelle Rodolphe et Guitarama tombe à son tour. «Heureusement, nous avons pu partir avec toutes les voitures de la famille et leurs chauffeurs. Nous en avons huit. Cela faisait une vraie petite caravane.» A Goma, où Rodolphe a lui aussi échoué, ils tournent désormais comme taxis. Sa femme s'en félicite. «Nous réussissons même à faire un peu d'épargne.» Logés chez l'habitant, 28 dollars la chambre, Rodolphe raconte la belle villa qu'il a

laissée derrière lui. C'était son «péché mignon». «Du coup, lorsque les temps se sont troublés, j'ai été contraint de devenir milicien pour la protéger. J'avais fait un petit barrage juste devant pour être sûr qu'elle ne soit pas pillée.» «Je me suis vraiment rallié à la dernière heure et je n'ai participé qu'à quelques actions, peut-être cinq ou six meurtres. Mais maintenant, j'aurais du mal à rentrer au Rwanda. Et ma maison doit être détruite.»

Idoine, lui, était commerçant, exportateur en produits manufacturés plus exactement. Chemise ouverte, veste sur l'épaule, Idoine vaque d'étal en étal, compare les qualités. Un vendeur l'accroche, il marchande par réflexe, repart sans rien acheter. Ses deux mois de fuite s'écrivent comme un carnet d'épicer. «Nous sommes partis en emportant ce qu'il y avait de mieux dans nos stocks: cinq cartons de spaghetti, 150 kilos de riz, 2 cartons de lait Guigoz pour enfant, 8 matelas, 90 litres d'essence, 100 litres de fioul, du thé en quantité malheureusement tout à fait insuffisante.» En chemin, il a dû acheter des casseroles, le vit comme un échec personnel. «Nous avions pris des Cocotte-Minute SEB très modernes mais peu performantes pour la cuisine au feu de bois.» Il renonce à s'installer à Kibuyé, en zone de sécurité humanitaire. «C'était une préfecture qui avait fait avant la guerre. Imposible de travailler là.» Il choisit Gisenyi, où «les pommes de terre étaient à 12 francs alors qu'elles en coûtaient 25 à Kigali». Les parents de sa femme tiennent un «supermarché de campagne», dans un village alentours. «Des gens courageux», siffle Idoine. Pour ne pas arrêter la vente, malgré la rigueur des temps, ils ont barricadé les portes mais continuent à vendre par la fenêtre. «Un jour, on les a retrouvés, morts devant la caisse, ouverts en deux au couteau, comme des mangues.»

Dans les rues de Goma, les coteries de Kigali se reforment tout doucement au gré des retrouvailles. A l'heure de l'apéritif, on commente les situations, ceux qui ont fui à Kinshasa, ceux qui tentent leur chance en Zambie. Qui s'est refait? Qui se laisse couler? Les bons coups sont longuement commentés, comme celui de ce planteur de café qui a réussi à faire ses récoltes dans des camions zairois. On suit la Bourse avec désenchantement. «Beaucoup de nos comptes en banques à l'étranger ont été vidés par des dons au gouvernement intérimaire pour le soutien dans son effort de guerre», commente le directeur d'une usine. Il a pu passer des dollars dans les portières de sa voiture, «20 000 dans chacune d'elles» et comptait filer à Bukavu, plus bas sur le lac Kivu. «Mais chaque employé zairois que je croisais me demandait des pots-de-vin à la vue de mon passeport rwandais. Nous avons toujours été plus riches qu'eux. C'est sans doute ce qu'ils nous reprochent le plus. Même le paysan, qui marche avec son matelas sur la tête, se fait insulter par les habitants de Goma. Eux disent que pour dormir ils n'ont pas plus d'une natte.»

Florence AUBENAS



DANS LA RUE CONTRE TASLIMA NASRIN. Plus de cent mille manifestants ont défilé vendredi à Dacca, capitale du Bangladesh, pour réclamer au gouvernement l'arrestation et la pendaison de Taslima Nasrin. La romancière, qui fait l'objet depuis juin d'un mandat d'arrêt à la suite de déclarations jugées blasphématoires contre l'islam, vit dans la clandestinité.

JAPON

Le PS nippon converti au pragmatisme

Il n'a fallu que quelques semaines à Tomiichi Murayama, Premier ministre depuis juin, pour se débarrasser de tout ce qui faisait l'identité de son parti.

Tokyo, de notre correspondant

Un Japonais serait aujourd'hui bien en mal de distinguer le programme politique du Parti socialiste de celui des conservateurs du Parti libéral démocrate (PLD). Depuis son élection, le mois dernier, à la tête d'un gouvernement de coalition inédit, composé en majorité de membres du PLD, le nouveau Premier ministre, Tomiichi Murayama, premier chef de gouvernement socialiste au Japon depuis 1948, a enchaîné, sans discontinuer, les revirements à 180 degrés par rapport à la ligne ultra-pacifiste défendue bec et ongles pendant près de quarante ans par son parti.

Le 20 juillet, Murayama a d'abord reconnu la constitutionnalité des forces d'autodéfense (FAD) japonaises, sujet qui fut un des chevaux de bataille du PS. La position des socialistes reposait sur une interprétation stricte de l'article 9 de la Constitution pacifique japonaise de 1946, qui stipule que le Japon «renonce à jamais à la guerre» et lui interdit la possession de «forces terrestres, navales et aériennes». Ce n'était que le début: dans la foulée, Murayama a également reconnu le drapeau japonais (hinomaru) et l'hymne national (kimigayo), dont les socialistes contestaient la légitimité en raison de leur association avec le passé militaire japonais. Puis, dans le même élan, il a entériné la loi sur l'envoi des forces japonaises dans le cadre des missions de maintien de la paix de l'ONU, à laquelle son parti s'était pourtant opposé avec vigueur lors de son adoption, il y a seulement deux ans.

Cette série de déclarations est justifiée, a expliqué le Premier ministre, par la nécessité de tenir compte des nouvelles réalités de «l'après-guerre froide». Cette rupture avec l'idéologie, menée par un homme issu pourtant de l'aile gauche du parti, a pour conséquence de

gommer le peu d'originalité qu'il restait au Parti socialiste. Avec environ 15% des voix aux dernières élections, il se retrouve à ses plus bas niveaux électoraux depuis l'après-guerre. Dans un système où, au nom du sacro-saint consensus japonais, 90% des lois étaient adoptées à la quasi-unanimité (seuls les communistes votant régulièrement contre), les divisions entre socialistes et conservateurs relevaient, certes, largement du rituel: les socialistes, sur un nombre considérable de sujets, ne disposaient d'aucun programme politique concret. En enterrant les vestiges d'idéologie auquel son parti s'accrochait encore, il a mis à nu le système qui, depuis 1955, a gouverné le Japon: un système où l'essentiel des décisions importantes est laissé entre les mains de la bureaucratie.

Devenu, par sa nouvelle fonction, le commandant en chef d'une armée qui, d'après son budget — sinon ses effectifs ou ses moyens —, est désormais la deuxième du monde, le nouveau Premier ministre japonais aurait, il est vrai, eu quelque mal à remettre en cause sa légitimité. «S'il avait affirmé que les forces d'autodéfense étaient institutionnelles, il aurait aussitôt fallu discuter de leur dissolution. Dans l'environnement international actuel, une telle position était totalement inconcevable», explique le député socialiste Sukio Iwatate. Comme tous ses collègues, cet ancien dirigeant syndical est, dit-il, toujours convaincu de l'inconstitutionnalité de l'armée nipponne, mais il a décidé de tirer un trait sur ses convictions. Pour cet ancien combattant de la lutte contre le traité de sécurité américano-nippon dans les années 60, le choc des nouvelles réalités est rude: à 65 ans, il est président de la commission parlementaire chargée d'examiner, avec ses nouveaux alliés du PLD, le budget de la défense...

«Il n'existe plus aujourd'hui de diffé-

rence entre le PS et le PLD: les socialistes ont renoncé à ce qui leur restait de substance au profit de la forme (le poste de Premier ministre). Les élus du PLD ont accompli le chemin inverse: ils ont sacrifié l'apparence du pouvoir à sa réalité. Ce sont les vrais gagnants», observe l'analyste politique Minoru Morita. «En décidant de soutenir le candidat socialiste, j'ai dû prendre une décision difficile mais, depuis son élection, Murayama n'a cessé de prendre des décisions encore plus difficiles», confirmait Yohei Kono, le président du Parti libéral démocrate et vice-Premier ministre dans un hommage aigre-doux aux couleurs avallées par le nouveau Premier ministre.

Abandonné progressivement par ses soutiens traditionnels (des syndicats de plus en plus conservateurs, eux-mêmes en perte de vitesse), le Parti socialiste japonais est, aujourd'hui, en bout de course: le militantisme est désormais loin des préoccupations qu'il défendait naguère, d'ailleurs sans grand succès. «Pendant que les socialistes bataillaient, en apparence, contre les forces d'autodéfense, le budget de la défense ne cessait de croître. Pendant qu'ils combattaient, en parole, contre les centrales nucléaires, il s'en construisait sans arrêt, il est temps qu'ils regardent la situation avec réalisme. Les problèmes liés au vieillissement de la population, l'éducation et l'environnement, le recyclage des ordures, voilà les sujets qui intéressent aujourd'hui les citoyens», observe Taniko Kawasaki, une militante du PS.

Après la réforme électorale adoptée au début de l'année et qui pourrait coûter leur siège à de nombreux élus socialistes, le renoncement total aux anciens combats est vécu comme le prix à payer pour assurer leur éventuelle réélection.

Luc LAMPRIERE